



**PROCES-VERBAL
DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 28 JANVIER 2025**

L'an **deux mil vingt-cinq le vingt-huit** du mois de janvier le Conseil Municipal de la Commune de **SELONCOURT** s'est réuni en Mairie - Salle du Conseil Municipal - après convocation légale, sous la Présidence de M. Daniel BUCHWALDER, Maire, pour une session ordinaire.

Date d'envoi de la convocation : **le 20 janvier 2025**

Nombre de conseillers en exercice : 29

Etaient présents (20)

Daniel BUCHWALDER, Françoise PAICHEUR, Jean-Marc ROBERT, Maryline CHALOT, Mathieu GAGLIARDI, Laurence DI VANNI, Jean FORESTI, Nicolas PIERGUIDI, Alain KMOCH, Jean-Luc MIESKE, Patrick LIEGEART, Lysiane MABIRE, Clément GIRARD, Michel BARBE, Régis ARNOLD, Denis TISSERAND, Christian TOITOT, Sergio BEE, Sylvie WERNY, Béatrice ROCH.

Etaient excusés ayant donné procuration (9)

Catherine JACQUOT a donné procuration à Mathieu GAGLIARDI
Jean-Claude PERROT a donné procuration à Françoise PAICHEUR
Madeleine MAUFFREY a donné procuration à Maryline CHALOT
Christine GUEY a donné procuration à Régis ARNOLD
Brigitte ALZINGRE a donné procuration à Laurence DI VANNI
Romuald GADET a donné procuration à Alain KMOCH
Sophie MOREL a donné procuration Nicolas PIERGUIDI
Léa LEMOINE a donné procuration à Jean FORESTI
Eric LANUSSE CAZALE a donné procuration à Jean-Marc ROBERT

Monsieur le Maire ayant procédé à l'appel nominal, le quorum étant atteint, ouvre la séance.

Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est procédé à la nomination d'un secrétaire de séance. **Mme Françoise PAICHEUR A L'UNANIMITE** des voix présentes et représentées a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

ORDRE DU JOUR DU CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 28 JANVIER 2025
--

ASSEMBLEE DELIBERANTE

1. Approbation du procès-verbal du Conseil Municipal du 10 décembre 2024
2. Approbation du procès-verbal du Conseil Municipal d'urgence du 21 décembre 2024
3. Création d'une commission communale d'accessibilité

PERSONNEL

4. Mise à jour du règlement de formation
5. Fixation du tableau des emplois
6. Création d'un poste d'adjoint technique à temps complet au service Environnement
7. Création d'un poste d'adjoint d'animation principal de 1^{ère} classe à temps complet au service Education / Jeunesse

VOIRIE - CIRCULATION

8. Délégation de service public pour l'exploitation du service de mise en fourrière des véhicules en stationnement abusif, gênant ou dangereux – attribution

CULTURE

9. Renouvellement de la convention pluriannuelle de partenariat de lecture publique 2025-2029

JEUNESSE – PETITE ENFANCE

10. Convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens pour la gestion du Relais Petite Enfance secteur d'Hérimoncourt

DECISIONS ET ARRETES DU MAIRE (Cf. tableaux joints)

INFORMATIONS

- Rapport Social Unique 2023 (RSU)
- Présentation du Plan Communal de Sauvegarde

QUESTIONS ORALES

Selon éléments avancés en début de séance

Monsieur le Maire invite les élus à faire mention des questions orales.

- **M. Christian TOITOT pour le groupe Seloncourt Autrement Ecologique et Solidaire** :

⇒ Quel compte-rendu de votre participation au congrès des maires de France pouvez-vous nous faire ?

- **M. Denis TISSERAND pour le groupe Seloncourt Autrement Ecologique et Solidaire** :

⇒ Quelle suite allez-vous donner à la décision du Tribunal Administratif, en notre faveur, qui annule la délibération 5 du conseil municipal du 16 décembre 2022 créant des nouveaux tarifs de location pour les salles communales ?

1 - APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 10 DECEMBRE 2024 - DCM n° 20250128-1

M. Daniel BUCHWALDER présente ce point.

Il propose au Conseil Municipal l'approbation du procès-verbal de la séance du 10 décembre 2024.

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITE** de ses membres présents ou représentés, **ADOpte** le procès-verbal de la réunion du Conseil Municipal du 10 décembre 2024.

2 – APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL D'URGENCE DU 21 DECEMBRE 2024 - DCM n° 20250128-2

M. Daniel BUCHWALDER présente ce point.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal l'approbation du procès-verbal de la séance du 21 décembre 2024.

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITE** de ses membres présents ou représentés, **ADOpte** le procès-verbal de la réunion du Conseil Municipal d'urgence du 21 décembre 2024.

3 – CREATION D'UNE COMMISSION COMMUNALE D'ACCESSIBILITE - DCM n° 20250128-3

M. Daniel BUCHWALDER présente ce point.

Il expose que l'article 46 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées a introduit dans le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) l'article L.2143.3 qui impose, aux communes de 5 000 habitants et plus, la création d'une Commission communale d'accessibilité.

Celle-ci doit être composée de représentants de la Commune, d'associations ou organismes représentant les personnes handicapées pour tous les types d'handicaps, notamment physique, sensoriel, cognitif, mental ou psychique, d'associations ou organismes représentant les personnes âgées, de représentants des acteurs économiques ainsi que de représentants d'autres usagers de la ville.

Cette Commission est chargée de :

- dresser le constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant, de la voirie, des espaces publics et des transports,
- détailler l'accessibilité aux personnes handicapées ou à mobilité réduite, en fonction du type de handicap, des principaux itinéraires et cheminements dans un rayon de deux cents mètres autour des points d'arrêts prioritaires au sens de l'article L.1112-1 du code des transports,
- recenser l'offre de logements accessibles aux personnes handicapées et aux personnes âgées,
- établir et présenter un rapport annuel à l'organe délibérant (conseil municipal),
- transmettre ce rapport au Préfet du département, au Président du Conseil Départemental, au Conseil Départemental de la citoyenneté et de l'autonomie ainsi qu'aux responsables de bâtiments, installations, et lieux de travail concernés par le rapport,
- faire toutes propositions utiles de nature à améliorer la mise en accessibilité de l'existant,
- tenir à jour, par voie électronique, la liste des établissements recevant du public situés sur le territoire communal qui ont élaboré un agenda d'accessibilité programmée et la liste des établissements accessibles aux personnes handicapées.

Le Maire préside cette commission et en arrête la liste des membres.

Monsieur le Maire propose la représentation suivante :

- la Vice-présidente du CCAS,
- l'adjoint chargé de la Voirie,
- l'adjoint chargé des Bâtiments,
- 1 conseiller municipal du groupe d'opposition,
- 1 agent des services techniques,
- 1 agent du CCAS en charge des actions à destination des personnes âgées et handicapées
- 1 représentant d'associations représentant les usagers,
- 1 représentant d'associations de personnes en situations de handicap,
- 1 représentant d'associations ou organismes représentant les personnes âgées,
- 1 représentant des acteurs économiques
- 1 usager,
- 1 professionnel de santé,

Monsieur le Maire précise que le conseiller municipal délégué au handicap sera ajouté à cette liste et qu'un avis d'appel à candidature sera diffusé pour solliciter des candidatures de membres extérieurs.

M. TOITOT constate que cette mesure découle d'une loi de 2005. Il lui semble que lors d'un précédent mandat sous Madame THARIN, une personne avait été missionnée pour établir un bilan diagnostic mais que la commission AD HOC ne s'est pas tenue.

M. BUCHWALDER confirme qu'effectivement un travail avait été réalisé par un stagiaire car il y a un certain nombre de choses qui sont relativement lourdes à recenser et à réaliser.

M. TOITOT demande à qui va incomber ce travail.

M. BUCHWALDER lui répond qu'il sera réalisé par les services. Il tient toutefois à souligner que des travaux ont déjà été menés comme les aménagements de voirie et d'accès aux locaux par exemple.

M. TISSERAND demande si la mairie a un pouvoir quelconque sur l'accessibilité dans les bâtiments privés.

M. BUCHWALDER lui répond que oui via la commission d'accessibilité et la commission de sécurité qui autorisent ou pas l'ouverture des locaux au public.

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITE** de ses membres présents ou représentés, **APPROUVE** :

- la création de la Commission communale d'accessibilité
- la représentation telle qu'elle est exposée, soit
 - la Vice-présidente du CCAS,
 - l'adjoint chargé de la Voirie,
 - l'adjoint chargé des Bâtiments,
 - le conseiller municipal délégué au handicap,
 - 1 conseiller municipal du groupe d'opposition,
 - 1 agent des services techniques,
 - 1 agent du CCAS en charge des actions à destination des personnes âgées et handicapées
 - 1 représentant d'associations représentant les usagers,
 - 1 représentant d'associations de personnes en situations de handicap,
 - 1 représentant d'associations ou organismes représentant les personnes âgées,
 - 1 représentant des acteurs économiques
 - 1 usager,
 - 1 professionnel de santé,
- la désignation des membres par arrêté du Maire ;
- la signature de l'arrêté correspondant et de tous les documents à intervenir.

4 – MISE A JOUR DU REGLEMENT DE FORMATION - DCM n° 20250128-4

M. Daniel BUCHWALDER présente ce point.

Vu la délibération en date du 14 décembre 2021 approuvant la mise en place d'un règlement de formation pour l'ensemble du personnel communal,

Considérant la nécessité de modifier ce règlement afin de suivre l'évolution législative et de redéfinir certains articles,

Monsieur le Maire propose ainsi au Conseil Municipal, de modifier le règlement de formation s'appliquant à l'ensemble du personnel communal, dont le texte est joint à la présente délibération.

Le Comité Social Territorial réuni le 14 janvier 2025 a émis un avis favorable.

La Commission Personnel réunie le 15 janvier 2025 a émis un avis favorable.

Ce règlement modifié sera communiqué à tout agent employé à la Commune de Seloncourt.

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITE** de ses membres présents ou représentés,

- **APPROUVE** la modification du règlement de formation,
- **AUTORISE** le Maire ou son Représentant à signer tout document à intervenir.

5 – FIXATION DU TABLEAU DES EMPLOIS - DCM n° 20250128-5

M. Daniel BUCHWALDER présente ce point.

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la fonction publique ;

Vu la délibération n° DCM20241210-10 en date du 10 décembre 2024 portant sur la suppression des postes non pourvus,

Considérant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Considérant qu'il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services,

Monsieur le maire propose à l'assemblée délibérante d'adopter le tableau des emplois annexé à la délibération à compter du 01 janvier 2025.

Le Comité Social Territorial réuni le 14 janvier 2025 a émis un avis favorable.

La Commission Personnel réunie le 15 janvier 2025 a émis un avis favorable.

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans les emplois seront inscrits au budget 2025.

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITE** de ses membres présents ou représentés,

- **APPROUVE** le tableau des emplois,
- **AUTORISE** le Maire ou son représentant à signer tous documents à intervenir.

6 – CREATION D'UN POSTE D'ADJOINT TECHNIQUE A TEMPS COMPLET AU SERVICE ENVIRONNEMENT - DCM n° 20250128-6

M. Daniel BUCHWALDER présente ce point.

Conformément à l'article L 313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

Monsieur le maire expose au conseil municipal, la nécessité de créer, à compter du 1^{er} février 2025, un poste d'adjoint technique au service Environnement, afin de pallier le départ en retraite d'un agent.

La Commission Personnel, réunie le 15 janvier 2025 a émis un avis favorable.

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITE** de ses membres présents ou représentés,

- **APPROUVE** la création d'un poste d'adjoint technique à temps complet au service Environnement à compter du 1^{er} février 2025,
- **AUTORISE** le Maire ou son Représentant à signer tout document à intervenir.

7 – CREATION D'UN POSTE D'ADJOINT D'ANIMATION PRINCIPAL DE 1ERE CLASSE A TEMPS COMPLET AU SERVICE EDUCATION/JEUNESSE - DCM n° 20250128-7

M. Daniel BUCHWALDER présente ce point.

Conformément à l'article L 313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

Afin de pallier le départ en retraite d'un agent, Monsieur le maire expose au conseil municipal, la nécessité de créer au service Education Jeunesse, un poste d'adjoint d'animation principal de 1^{ère} classe à temps complet, à compter du 1^{er} mars 2025.

La Commission Personnel, réunie le 15 janvier 2025 a émis un avis favorable.

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITE** de ses membres présents ou représentés,

- **APPROUVE** la création d'un poste d'adjoint d'animation principal de 1^{ère} classe à temps complet, au service Education Jeunesse, à compter du 1^{er} mars 2025,
- **AUTORISE** le Maire ou son Représentant à signer tout document à intervenir.

8 – DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DU SERVICE DE MISE EN FOURRIERE DES VEHICULES EN STATIONNEMENT ABUSIF, GENANT OU DANGEREUX - DCM n° 20250128-8

M. Jean-Marc ROBERT présente ce point.

Par délibération N°15 en séance du 15 octobre 2024, le Conseil Municipal a autorisé le Maire à engager une nouvelle procédure simplifiée pour une durée de 5 ans.

A l'issue de la consultation lancée en date du 14 novembre 2024, seule l'offre de l'entreprise SAS NEDEY a été réceptionnée sur notre plateforme de dématérialisation dans les délais impartis.

La Commission de délégation de Service Public, réunie le 14 janvier 2025, a émis un avis favorable concernant l'attribution de la Délégation de Service Public.

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITE** de ses membres présents ou représentés,

- **AUTORISE** le Maire à confier la gestion de la fourrière automobile municipale à l'entreprise SAS NEDEY Z.A. La Cray 25420 VOUEAUCOURT
- **AUTORISE** le Maire à signer la convention de Délégation de Service Public simplifiée avec l'entreprise SAS NEDEY pour une période de 5 ans.

9 – RENOUELEMENT DE LA CONVENTION PLURIANNUELLE DE PARTENARIAT DE LECTURE PUBLIQUE 2025 / 2029 - DCM n° 20250128-9

Mme Maryline CHALOT présente ce point.

La convention pluriannuelle de partenariat de lecture publique avec Département du Doubs est arrivée à échéance.

Ce partenariat a toujours été un soutien fort pour la médiathèque, lui permettant d'être accompagnée dans ses différents projet par la Médiathèque Départementale du Doubs (MDD). Outre le réassort régulier des collections, la MDD propose un catalogue de formations, son expertise et un accompagnement aux projets. Ce soutien est très précieux pour l'équipe de la médiathèque de Seloncourt.

En contrepartie, la commune de Seloncourt s'engage à respecter les critères exposés en annexe générale qui portent sur le Bâtiment, l'administration et le budget, le personnel, les collections, les publics et l'action culturelle. La commune s'engage également à répondre aux attentes spécifiques, à savoir renouveler son Projet Scientifique, Culturel, Educatif et Social (PCSES) d'ici 2026 et à réactualiser sa politique documentaire.

Il est proposé au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à renouveler ce partenariat de lecture publique et à signer la convention jointe en annexe pour la période 2025-2029.

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITE** de ses membres présents ou représentés, **AUTORISE** Monsieur le Maire à renouveler ce partenariat et à signer cette nouvelle convention pour la période 2025/2029.

10 – CONVENTIION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS POUR LA GESTION DU RELAIS PETITE ENFANCE SECTEUR D'HERIMONCOURT - DCM n° 20250128-10

Mme Laurence DI VANNI présente ce point.

Le Relais Petite Enfance (RPE) du secteur d'Hérimoncourt, regroupe les communes d'Abbévillers, Bondeval, Blamont, Dannemarie-Les-Glay, Dasle, Ecurcey, Meslières, Pierrefontaine-Lès-Blamont, Roches-Les-Blamont, Thulay, Villars-les-Blamont, Hérimoncourt, Seloncourt et Vandoncourt.

Il est géré en partenariat avec les Francas du Doubs, qui proposent tout au long de l'année des animations qui s'adressent aux assistantes maternelles, aux gardiennes à domicile et aux parents du secteur.

Afin de renforcer ce partenariat et de préciser les conditions de cette gestion, les Francas du Doubs proposent la signature d'une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens pour la période 2024-2027.

Madame DI VANNI précise que le montant de la contribution est basé sur le nombre d'habitants cette dernière s'élèverait à 2 841 € pour Seloncourt.

Il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention.

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITE** de ses membres présents ou représentés, **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer cette convention.

COMPTE-RENDU DES DECISIONS DU MAIRE

Conformément aux dispositions de l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales, le maire rend compte des décisions qu'il a prises dans le cadre de la délégation qu'il a reçue du conseil municipal :

Décisions prises par Monsieur le Maire ou ses Adjoints en vertu de la délégation accordée par le Conseil Municipal
par délibération du 09 JUIN 2020

Objet		Service instructeur	Numéro de décision	Avenant		Titulaire mandataire	Désignation du lot	Adresse du titulaire ou du mandataire	Date de signature	Montant T.T.C.
Contrat/Marché	Nature			N°	objet					
MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA CONSTRUCTION D'UN BATIMENT PLURIDISCIPLINAIRE LABELLISE E4C2 AVENANT AU MARCHE 2024-01	PRESTATIONS INTELLECTUELLES	MARCHES PUBLICS	DEC2024-12-11-57	1	TRANSFERT	GROUPEMENT DUFFING STEPHANIE		21 Avenue Gaston Renaud 25340 PAYS DE CLERVAL	11/12/2024	Pas d'incidence financière
Titre		Service instructeur	Numéro décision	Objet					Date	
REGIE		ADMINISTRATION GENERALE	DEC2024-12-12-58	CREATION ACTE CONSTITUTIF REGIE DE RECETTES SERVICE CULTUREL ET ANIMATION					12/12/2024	
REGIE		ADMINISTRATION GENERALE	DEC2024-12-12-59	CREATION ACTE CONSTITUTIF SOUS-REGIE DE RECETTES SERVICE CULTUREL					12/12/2024	
REGIE		ADMINISTRATION GENERALE	DEC2024-12-12-60	CREATION ACTE CONSTITUTIF SOUS-REGIE DE RECETTES AU PERISCOLAIRE ECOLE MARCEL LEVIN					12/12/2024	
REGIE		ADMINISTRATION GENERALE	DEC2024-12-12-61	CREATION ACTE CONSTITUTIF SOUS-REGIE DE RECETTES AU PERISCOLAIRE ECOLE DE BERNE					12/12/2024	
REGIE		ADMINISTRATION GENERALE	DEC2024-12-12-62	CREATION ACTE CONSTITUTIF SOUS-REGIE DE RECETTES AU PERISCOLAIRE ECOLE MOGNETTI					12/12/2024	

Le Conseil Municipal prend acte de ce compte-rendu.

COMPTE-RENDU DES ARRÊTÉS

N° ARRÊTÉ	DATE	SERVICE	OBJET
ARR2024-12-02-187	02/12/24	ST	Arrêté portant prescription de la modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune
ARR2024-12-05-188	06/12/24	AG	Arrêté portant dérogation à la règle du repos dominical du magasin ALDI de Seloncourt
ARR2024-12-06-189	06/12/24	PM	Arrêté de circulation rue de l'école de Berne par l'entreprise RM Facilities pour reprise des boucles au sol à compter du 16/12/24
ARR2024-12-06-190	06/12/24	PM	Arrêté de circulation rue de l'école de Berne par l'entreprise RM Facilities pour reprise des boucles au sol à compter 16/12/24
ARR2024-12-09-191	09/12/24	PM	Arrêté temporaire débit de boissons pour la Jeanne d'Arc pour la journée de partage et de découverte des différentes activités le 14/12/24
ARR2024-12-09-192	09/12/24	PM	Arrêté de circulation permanent règlementant les interventions sur carrefours à feux tricolores - Année 2025
ARR2024-12-10-193	10/12/24	AG	Arrêté portant délégation de signature à la Directrice de la Crèche
ARR2024-12-12-194	12/12/24	AG	Arrêté de désignation régisseur titulaire régie de recettes location de salles
ARR2024-12-19-195	19/12/24	PM	Arrêté temporaire débit de boissons pour le Football club de Seloncourt pour le Nouvel An à la salle polyvalente le 31/12/24 de 19h à 06h
ARR2024-12-19-196	19/12/24	PM	Arrêté de circulation rue Neuve pour ouverture fouille pour travaux électriques du 20 décembre pour 15 jours par EIMI ELEC
ARR2024-12-20-197	20/12/24	PM	Arrêté de circulation pour travaux de manutention rue de l'industrie par sèche urgences interventions le 23 décembre durant 2 jours
ARR2024-12-24-198	24/12/24	PM	Arrêté de circulation rue Neuve pour ouverture fouille pour travaux électriques du 13 janvier 2025 pour 15 jours par EIMI ELEC
ARR2024-12-27-199	27/12/24	PM	Arrêté d'autorisation d'ouverture d'un débit de boissons temporaire - Club de Tennis Seloncourt - Tournoi open annuel du 03 au 05/01/25
ARR2024-12-27-200	27/12/24	PM	Arrêté d'autorisation d'ouverture d'un débit de boissons temporaire - Club de Tennis Seloncourt - Tournoi open annuel du 07 au 09/01/25
ARR2024-12-27-201	27/12/24	PM	Arrêté d'autorisation d'ouverture d'un débit de boissons temporaire - Club de Tennis Seloncourt - Tournoi open annuel du 10 au 12/01/25
ARR2024-12-27-202	27/12/24	PM	Arrêté d'autorisation d'ouverture d'un débit de boissons temporaire - Club de Tennis Seloncourt - Tournoi open annuel du 14 au 16/01/25
ARR2024-12-27-203	27/12/24	PM	Arrêté d'autorisation d'ouverture d'un débit de boissons temporaire - Club de Tennis Seloncourt - Tournoi open annuel du 17 au 19/01/25
ARR2024-12-27-204	27/12/24	PM	Arrêté d'autorisation d'ouverture d'un débit de boissons temporaire - Club de Tennis Seloncourt - Tournoi open annuel du 21 au 23/01/25
ARR2025-01-10-01	10/01/25	PM	Arrêté d'interdiction de stationner place Henri FERTET le 16 et 17 janvier pour le nettoyage de la fresque par les ateliers municipaux
ARR2025-01-10-01	10/01/25	PM	Arrêté d'interdiction de stationner place Henri FERTET le 16 et 17 janvier pour le nettoyage de la fresque par les ateliers municipaux
ARR2025-01-10-02	10/01/25	PM	Arrêté municipal permanent règlementant la circulation au droit des chantiers réalisés par les services techniques municipaux
ARR2025-01-13-03	13/01/25	PM	Arrêté d'autorisation d'ouverture d'un débit temporaire de boissons - Concours mensuel - Tarot club Seloncourt - 23/01/2025

Le Conseil Municipal prend acte de ce compte-rendu.

INFORMATIONS

➤ Rapport Social Unique 2023 (RSU)

Monsieur le Maire rappelle que ce rapport compile les données annuelles relatives aux ressources humaines autour des thématiques suivantes : emploi, recrutement, parcours professionnels, formation, rémunérations, santé et sécurité au travail, organisation du travail et amélioration des conditions et de qualité de vie au travail, action sociale et protection sociale, dialogue social, discipline...

Les élus prennent acte du rapport.

➤ Présentation du Plan Communal de Sauvegarde (PCS)

Le Maire précise que ce document énumère les mesures à prendre en cas de situations de risques auxquelles la ville pourrait être confrontée.

Il laisse ensuite la parole à Monsieur BUHLER, DGS, pour une présentation de ce document.

Monsieur BUHLER précise que le document papier du PCS est consultable en mairie pour les élus qui le souhaitent.

QUESTIONS ORALES

1) M. Christian TOITOT pour le groupe Seloncourt Autrement Ecologique et Solidaire :

⇒ Quel compte-rendu de votre participation au congrès des maires de France pouvez-vous nous faire ?

Monsieur le Maire lui répond qu'il est très ennuyé car avait rédigé un compte rendu pour le conseil municipal de décembre mais comme il n'a pas été interpellé à ce sujet lors de cette séance il l'a classé.

Il propose à Monsieur TOITOT de lui envoyer par mail.

Il demande à Maryline CHALOT si elle souhaite intervenir puisqu'elle l'a accompagné au congrès des maires.

Mme CHALOT énonce, de mémoire, un résumé des différents ateliers auxquels elle a participé avec Monsieur le Maire et donne son avis sur les sujets abordés.

2) M. Denis TISSERAND pour le groupe Seloncourt Autrement Ecologique et Solidaire :

⇒ Quelle suite allez-vous donner à la décision du Tribunal Administratif, en notre faveur, qui annule la délibération 5 du conseil municipal du 16 décembre 2022 créant de nouveaux tarifs de location pour les salles communales ?

M. TISSERAND donne lecture de cette déclaration :

« Le Tribunal Administratif a sanctionné la manière cavalière utilisée pour la présentation de la délibération concernant les nouveaux tarifs de location des salles pour 2023. Rappelons que les cinq élus du groupe ont voté contre cette délibération et cosigné ce recours.

Le tribunal motive sa décision par : l'« absence d'information en temps utile des conseillers municipaux qui n'ont pas été en mesure de délibérer de façon éclairée sur la proposition de tarifs qui leur était soumise.... ».

C'est d'ailleurs l'un des griefs que nous vous faisons de manière récurrente lors des conseils, auxquels vous répondez en nous reprochant de ne pas avoir demandé les informations.

Le tribunal rappelle, par sa décision, qu'il est bien de votre devoir de nous les fournir en temps et en heure.

La législation vous oblige d'ailleurs à résumer toute modification dans la note de synthèse ce qui n'a pas été fait.

Dès lors, quelle suite allez-vous donner à la décision du Tribunal Administratif ?

Deux solutions s'offrent à vous :

- 1. Vous admettez votre erreur et votre responsabilité.
Les tarifs 2023 sont annulés.
Les tarifs 2022 doivent être appliqués pour l'année 2023.
Vous remboursez aux usagers le trop-perçu.*

Nous demandons que nous soit communiqué le montant total de cet éventuel remboursement.

Cette solution va dans le sens de l'intérêt général et profite directement aux administrés.

Nous vous rappelons que vous avez reconnu implicitement les excès de cette grille de tarification en revenant, courant 2023, à une redistribution des salles et à une révision des tarifs pour 2024.

- 2. Vous privilégiez l'aspect purement comptable du problème, en représentant la même délibération, cette fois, de manière conforme avec effet rétroactif. La décision du TA n'aurait donc aucune conséquence.
Rien ne change ni ne changera, ce que nous regretterions.
Seuls les usagers, particuliers et associations en auront fait les frais.*

Nous avons gagné ce recours sur la forme. Sans l'aide d'un avocat.

Vous nous avez menacé personnellement, si nous perdions, d'un dédommagement que vous avez fixé à 1500€ (le maximum autorisé par la loi).

Votre défense, elle, était assurée par un groupe d'avocat au frais de la collectivité.

Se pose la question de l'égalité des élus d'un même conseil municipal, comme nous l'avions pointé dans une de nos publications (publication 38, toujours disponible sur notre site internet, <https://seloncourt.org/publication-38>). ».

Monsieur le Maire tient à rappeler que le projet de délibération de ces tarifs a été modifié afin de tenir compte des remarques des élus de l'opposition lors de la commission Finances qui a précédé le conseil municipal.

Cette nouvelle proposition a été faite dans un souci de bonne volonté.

Il admet, comme le Tribunal Administratif l'a retenu, un manque de délai dans la transmission des documents pour l'étude de ce point en séance.

Par ailleurs, il conteste fermement le terme de « manière cavalière » qui n'est pas évoqué dans la décision du Tribunal Administratif, ainsi que les prétendus défauts d'informations « récurrents ».

A la demande faite de citer des cas précis, aucune réponse ne lui est apportée.

Enfin, il rappelle que le jugement porte sur la forme et non sur le fond, ainsi la validité des tarifs présentés par cette délibération n'a pas été remise en cause. Par conséquent, les dispositions de cette délibération seront à nouveau soumises au vote du prochain conseil municipal.

Monsieur le Maire rappelle que le prochain Conseil Municipal se réunira le mardi 11 mars 2025 à 18h30.

La séance est levée à 19h50.

Le Secrétaire de Séance
Mme Françoise PAICHEUR

Le Maire
Daniel BUCHWALDER

